

Mesdames et Messieurs les élu-e-s,
Monsieur le Député,
Madame la Conseillère Régionale,
Madame et Messieurs les Présidents et membres d'Associations d'anciens combattants et associations patriotiques,
Mesdames et Messieurs les porte-drapeaux,
Mesdames, Messieurs les représentants des autorités civiles, militaires ou religieuses,
Mesdames et Messieurs les représentants
de la Police nationale,
de la Police municipale,
des Sapeurs-pompiers et jeunes sapeurs-pompiers de Vitrolles,
de l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers,
de la Réserve communale de Sécurité civile,
Chers enfants du Conseil Municipal des Enfants,
Chers élèves du Lycée Pierre Mendès-France appartenant à la classe engagée Défense et Mémoire,
Mesdames et Messieurs,

Nous sommes aujourd'hui, rassemblés autour du monument aux morts pour célébrer le 80^{ème} anniversaire de la victoire du 8 mai 1945.

Il y a 80 ans c'était la Victoire contre le nazisme et le fascisme.

Le 8 mai 1945 marque la fin de la guerre en Europe. C'est la fin d'un incommensurable moment de l'Histoire où l'esprit de mort et de destruction a tout emporté sur son passage. C'est la fin de la guerre en Europe, mais ce n'est pas encore la fin de la seconde guerre mondiale. Il

faudra les bombes atomiques sur Hiroshima et sur Nagasaki pour obliger le Japon à capituler le 2 septembre 1945.

Ce deuxième conflit mondial aura duré six ans, de son déclenchement lors de l'invasion de la Pologne par le troisième Reich, le 1^{er} septembre 1939, jusqu'à la capitulation japonaise. Six ans d'une guerre avec

- Des moyens militaires inédits aériens, terrestres, navals,
- Une mobilisation de soldats inédite avec plus de 38 millions de soldats impliqués sur les différents fronts
- Des stratégies de destruction inédites avec des villes dévastées, Varsovie, Londres, mais aussi Dresde ou Berlin.

Mais par-dessus tout Il y a le tribut payé par les populations civiles, bombardées, pourchassées, déportées, massacrées, victimes de l'antisémitisme, du racisme, de l'obscurantisme parce qu'ils étaient juifs, communistes, tziganes, francs-maçons, homosexuels, handicapés... ou simplement opposés à l'effroyable projet politique nazi et fasciste.

Aujourd'hui, nous nous recueillons et nous rendons hommage en nous souvenant des plus de 50 millions de morts dont 31 millions de civils ; 35 millions de blessés, des millions de disparus...

Ces pertes humaines, ces destructions inestimables, cette impression que l'humanité désormais capable de se détruire elle-même, a conduit à créer l'ONU, à développer de multiples moyens de diplomatie pour éviter désormais la guerre.

Aujourd'hui, à l'heure de la guerre en Ukraine, à Gaza, au Cashmere et dans tant d'autres parties du monde, à l'heure d'un droit international régulièrement foulé au pied par ceux-là même qui sont sensés le faire respecter, **où en sommes-nous du projet de mettre définitivement fin à la guerre ?**

Il y a 80 ans, c'était la Victoire ...

Et Le monde découvrait l'ampleur du génocide des juifs et des tziganes. Certes il y'avait eu le génocide des arméniens pendant la 1^{ère} guerre

mondiale. Mais ces massacres de civils pour organisés et planifiés qu'ils aient été n'avaient pas pris la dimension industrielle, totale, continentale, de la Shoah

Il a fallu des années, des décennies, pour commencer à mesurer ce que voulait dire pour l'humanité cet évènement, que les mots sont impuissants à qualifier. Il a fallu des années pour reconnaître les victimes, pour juger les coupables, dénoncer les complicités, les silences criminels qui ont concourus au génocide.

Après l'holocauste, l'humanité s'est ne promis « plus jamais ». Les humains de bonne volonté se sont engagés à ne pas laisser l'histoire se répéter. Et malgré cela : il y a eu le Cambodge entre 1975 et 1979, il y'a eu le Rwanda en 1994, la Bosnie à Srebrenica en 1995, au Darfour en 2003, en Birmanie avec les Rohingyas en 2017, les massacres d'Israéliens le 7 octobre 2023 et actuellement, oui actuellement, en Chine avec les Ouïghours ou les palestiniens à Gaza.

Où en sommes-nous aujourd'hui de l'éradication de l'antisémitisme, du racisme, des discriminations terreaux de toutes ces horreurs ?

Il y a 80 ans c'était la Victoire et l'espoir de jours heureux.

C'était le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) élaboré dans la nuit de l'occupation qui a jeté les bases de notre modèle social et politique.

L'établissement de la démocratie la plus large possible, avec le suffrage réellement universel avec enfin le droit de vote pour les femmes.

La refonte du système éducatif, l'établissement d'un plan complet de sécurité sociale, le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol..., le droit au travail et le droit au repos, et enfin une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

Que reste-t-il de ce programme du CNR ? que reste-t-il de cette ambition émancipatrice, humaniste, solidaire ? Pour les ultralibéraux, ce modèle est

périmé ; inadapté aux exigences de la mondialisation. On veut imposer aux Etats des réformes structurelles visant à réduire les dépenses publiques et sociales, à diminuer les impôts et la redistribution, à déréglementer les marchés et les relations de travail, sous la pression des marchés financiers internationaux.

À force de renoncements au progrès social, d'atermoiements face à la force d'intérêts privés, de petites lâchetés quotidiennes dans la défense des valeurs républicaines :

Où en est la sécurité sociale, dont l'objet originel était d'assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils seraient incapables de se le procurer par le travail ?

Où en est la retraite par répartition permettant, je cite, « aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours » ?

Où en est le fonctionnement de notre démocratie, de notre système éducatif.

Il y a 80 ans c'était la Victoire et le début de la construction européenne.

Entre 1870 et 1945, il y eut, en 75 ans, 3 guerres avec l'Allemagne. Pour éviter une nouvelle guerre, 2 visionnaires Jean Monnet et Robert Schumann ont jeté les bases de la construction européenne fondée sur un partenariat entre Etats.

Le 9 mai 1950, - il y aura 75 ans demain - le ministre des Affaires étrangères français, Robert Schuman, déclare : *L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait.*

En 1951, c'est la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Six pays signeront le traité : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le 25 mars 1957, le Traité de

Rome institue la Communauté économique européenne. Le premier élargissement de la CEE a lieu en 1973 pour se poursuivre inlassablement depuis.

Beaucoup d'entre nous se souviennent de cette soirée du 9 novembre 1989. Ce soir-là, le mur de Berlin tombait. L'Allemagne allait se réunifier. Cet événement impensable allait modifier le paysage de l'Europe et provoquer peu de temps après – en décembre 1991 - la fin de l'Union soviétique. Les peuples des pays du bloc de l'Est, demandeurs de liberté et de démocratie, allaient se tourner vers l'Europe pour leur développement économique et vers l'OTAN pour assurer leur sécurité.

Nos acquis : circuler facilement à l'intérieur de l'Europe pour les individus, les marchandises ou les capitaux, bénéficier de programmes d'échanges universitaires avec Erasmus, utiliser une monnaie commune – l'euro - dans 20 pays, avoir une protection des données personnelles dans le cadre du numérique, tout cela nous paraît naturel mais résulte d'une volonté de vivre ensemble dans un espace de paix.

Il y'a encore tant à faire notamment en matière de protection sociale, d'environnement et de transition écologique. Pourtant le scepticisme gagne du terrain. Le repli national identitaire contamine un à un les pays de l'union. La Royaume uni s'est retiré et nombreux sont ceux qui s'interroge publiquement.

A l'heure d'une repolarisation du monde en grande plaques tectoniques prêtes à se dresser les unes contre les autres,

Où en sommes-nous du projet Européen ?

Le 3^{ème} président des Etats-Unis, Thomas Jefferson, avait déclaré : *le prix de la liberté c'est la vigilance éternelle.*

Aujourd'hui, en 2025, le temps de la vigilance se mêle au le temps des menaces. Nous sommes pris en étau entre ce 47^{ème} président des Etats-Unis, aux propos lapidaires, brutaux et parfois insensés qui joue

quotidiennement au Monopoly dans le bureau ovale transformé en studio de télévision et un dictateur russe qui ne rêve que de reconstruire le mur de Berlin et de réintégrer les pays européens autrefois sous la coupe du pacte de Varsovie, derrière un nouveau rideau de fer.

Chez nous aussi en Europe occidentale, en France, l'autoritarisme est à la mode, et nous voilà de plus en plus prêt à laisser reculer nos libertés, nos solidarités au profit d'une supposée sécurité. Si l'on veut protéger la paix, il est grand temps de se mobiliser pour combattre les idées nauséabondes véhiculées par des partis politiques en Europe et ailleurs et défendre par tous les moyens **et notre liberté et nos valeurs.**

Vous le savez, je suis passionné d'Histoire. Et face à celle, si grande, si lourde et complexe de la seconde guerre mondiale, souvent je me suis interrogé sur ce que j'aurais fait confronté à ces événements hors norme. Je veux croire que chacun s'est déjà posé ce type de questions, aurai-je eu le courage de résister, la force de dire non, du côté des victimes ou du côté des bourreaux, résistant ou collabo ? Ces questions, cette introspection, nous la devons à tous ceux qui n'ont pas tremblé, qui ont tenu et qui l'ont souvent payé de leur vie.

Alors pour conclure je voudrai vous partager un court texte de Salomé Saqué :

« « Tout peuple qui s'endort en liberté se réveillera en servitude », avertissait le philosophe Alain.

On ne bascule pas du jour au lendemain dans un régime autoritaire. Ceux qui à travers l'Histoire y ont plongé n'étaient pas plus bêtes que nous, pas plus méchants. On y glisse souvent doucement, sans fracas, à force de petits renoncements et d'inconscience.

Ça commence par des mots vidés de leur sens, des réalités travesties, des discours qui banalisent ce qui ne devrait pas l'être. Et puis, un beau matin, on réalise que la démocratie n'existe plus, on n'est même pas stupéfait, on est impuissant.

Aujourd'hui, entre deux salut nazis, l'hommage d'une partie de la presse à un homme qui a dédié sa vie à la haine et la division, une discrimination de plus en plus assumée des minorités, des menaces de mort répétées à l'encontre d'artistes, d'activistes, d'avocats, de journalistes (j'ajouterai d'élus) – Vous ne l'entendez pas la petite musique qui monte, cette musique ce n'est pas une mélodie, c'est le bruit assourdissant de la sonnette d'alarme.

Nous y sommes, à ce moment charnière où nous pouvons encore réagir. Nous pouvons encore faire du bruit. Nous pouvons encore mettre en lumière les faits vérifiés pour déchirer l'obscurantisme qui menace. Nous pouvons encore dire, haut et fort, que nous ne voulons pas de ce monde-là.

Nous pouvons utiliser nos droits tant que nous les avons : le droit d'informer, le droit de nous rassembler, le droit de créer, le droit de rire et de faire rire, le droit d'affirmer notre envie de solidarité, notre besoin d'humanité. Nous avons encore le droit de résister de toutes nos forces à ce vent de haine et d'intolérance.

La démocratie ne meurt que si on la laisse mourir. Pour reprendre les mots de Cyril Dion « Il est peut-être temps d'arrêter de se demander se quel côté de l'Histoire nous aurions été à l'époque pour se demander de quel côté nous voulons être aujourd'hui. » »

Vive la Paix, Vive l'Europe, Vive la République et vive la France !